

Sont déduites de l'indemnité complémentaire les allocations que le salarié perçoit de la sécurité sociale et des régimes complémentaires de prévoyance, mais en ne retenant dans ce dernier cas que la part des prestations résultant des versements de l'employeur.

D. 1226-6

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque les indemnités de la sécurité sociale sont réduites du fait, notamment, de l'hospitalisation ou d'une sanction par la caisse du non respect de son règlement intérieur, elles sont réputées servies intégralement pour le calcul de l'indemnité complémentaire.

D. 1226-7

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La rémunération à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité complémentaire est celle correspondant à l'horaire pratiqué pendant l'absence du salarié dans l'établissement ou partie d'établissement. Toutefois, si l'horaire des salariés a été augmenté par suite de l'absence du salarié, cette augmentation n'est pas prise en considération pour la fixation de la rémunération.

D. 1226-8

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnité complémentaire s'apprécie au premier jour de l'absence.

#### [service-public.fr](http://service-public.fr)

- > Accident du travail : indemnités journalières pendant l'arrêt de travail : Indemnités versées par l'employeur (montant versé et conditions de versement)
- > Arrêt maladie : indemnités journalières versées au salarié : Indemnité complémentaire versée par l'employeur
- > Maladie professionnelle : indemnités journalières pendant l'arrêt de travail : Indemnités versées par l'employeur (montant versé et conditions de versement)

D. 1226-8-1

Décret n°2022-373 du 16 mars 2022 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La durée d'arrêt de travail à partir de laquelle l'organisation d'un rendez-vous de liaison est possible est de trente jours.

## *Section 2 : Accident du travail ou maladie professionnelle*

R. 1226-9

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La transformation d'un poste réalisée en application de l'article **L. 1226-10** peut donner lieu à attribution de l'aide financière prévue à l'article **L. 5213-10**.

## *Chapitre VII : Dispositions pénales*

R. 1227-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas procéder à la déclaration préalable à l'embauche, prévue à l'article **L. 1221-10**, dans les conditions déterminées aux **articles R. 1221-1 à R. 1221-6**, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe.

#### [service-public.fr](http://service-public.fr)